

Compte-Rendu de l'Atelier 20 "Nord-Sud"

Alain Lipietz ouvre la session en présentant un exposé (*oral*) de la problématique. Il rappelle que la Rencontre de Fontevraud a failli s'appeler : "La prise en compte du long-terme est-elle compatible avec la démocratie ?". La démocratie a en effet pour principe la "vertu" (Montesquieu), mais la vertu est une notion relative. Même si on l'assimile à l'universel Kantien "Tu ne feras pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit" (la démocratie procédurale sert alors à fixer pour une société les "je voudrais /je ne voudrais pas" légitimes), il est clair que les "autrui" du futur sont par hypothèse exclus. Ce problème se redouble dans les rapports Nord-Sud d'un décalage spatio-temporel (les pays du Sud ayant l'impression qu'on leur interdit de faire ce que le Nord a fait jadis), d'un problème de démocratie substantielle dans la plupart des pays du Sud, et d'un problème de démocratie procédurale commun à tous les rapports internationaux : il n'y a pas de "scène démocratique mondiale". Ces impasses ne peuvent être contournées que par la formation d'une opinion publique mondiale.

Joyeeta Gupta formalise d'une certaine façon cette problématique (*texte écrit disponible*). Pour qu'un problème soit discuté, il doit être "structuré", ce qui permet de le résoudre et de mettre en oeuvre les décisions. Or les problèmes d'environnement (surtout globaux) sont lentement déstructurés. "Horizontalement" (entre pays), on ne parle pas de la même chose : d'un volume de pollutions ou d'un mode de vie ? En outre, les délégués du Sud sont investis d'un pseudo-agenda (par manque de connaissances et de prise de conscience locale). Faute de soutien national, leurs prises de position sont purement rhétoriques. Même si les pays du Nord parviennent "machiavéliquement" à faire prévaloir leurs vues, les décisions internationales ne seront pas mises en oeuvre localement.

Tariq Banuri développe le même thème (*texte écrit disponible*). Souvent, au Sud, on n'est pas convaincu qu'il y a problèmes, et les solutions proposées paraissent illégitimes. L'idée d'interdépendance (au sein de la "patrie") ne s'étend pas à l'universel. Il s'agit donc de reconstruire, de bas en haut, l'idée de communauté. L'idée "nous vivons au dessus de nos moyens" (portée d'ailleurs par les seules élites) est semblable au discours des "ajustements structurels" : Bush à Rio, c'est le discours du FMI ; le résultat de Rio, c'est l'ajustement structurel humanisé par l'UNICEF. Mais il ne s'agit pas d'avoir pitié, mais de distribuer

correctement les droits.

Suzanna Hecht (texte écrit disponible) donne l'exemple de l'Amazonie. La déforestation est perçue comme un problème d'écologie globale au Nord, d'écologie locale au Sud. L'alternative à la déforestation, c'est l'agriculture sylvestre indigène. Mais au Brésil, les mouvements populaires ont été décapités (contrairement à la Bolivie), l'Etat soutient les multinationales et les latifondiaires. L'alternative à l'écobuage (*slash and burn*) se réduit souvent à une expropriation.

Amil Agarwal relance (*oralement*) le débat à un niveau supérieur. Les valeurs changent, et il faut reconstruire les communautés ! En Asie, on peut opposer Mao (qui privilégiait la fin) et Gandhi (qui privilégiait le moyen). La communauté est le moyen de reconstruire la démocratie sans tout sacrifier aux fins. Comment passer à la démocratie universelle ? Par fédération des démocraties représentatives nationales ? On n'ira pas loin dans ce sens. Il faut que les communautés locales prennent en compte le global. On aura besoin d'Etat, parce que les hommes ne sont pas vertueux, mais la question est : à quelle vitesse changerons-nous ? Nous apprenons quand nous sommes concernés par nos décisions. D'où l'intérêt de la locale démocratie. C'est une leçon de l'Europe : là où la locale-démocratie est la plus forte, les citoyens sont forts et respectent les intérêts supérieurs. Il faut passer de la démocratie représentative à la démocratie participative. Mais le "bottleneck" principal, c'est l'élite des Etats-nations.

Myriam Alfíe donne un exemple concret de ces communautés locales transnationales : les luttes à la frontière USA-Mexique (*texte écrit*). La sensibilité à l'environnement est venue au Mexique par les "maquiladeras" (sous-traitance) et par l'ALENA. Les Mexicains ont eu peur de devenir la poubelle des Etats-Unis, les ONG des Etats-Unis (et les syndicats) ont eu peur des délocalisations : une alliance s'est formée pour exiger de compléter le traité de l'ALENA. Quand les ONG "gringas" d'environnement sont arrivées au Mexique, elles ont rencontré d'abord les femmes des maquiladoras, les Eglises... En fait, c'est aujourd'hui une population transfrontalière qui lutte en commun pour l'avenir de sa propre région, pour une autre maquiladora.

Emilio La Rovere reprend le problème sans un autre angle (*texte écrit*) : on peut trouver un intérêt local immédiat à défendre le global à long terme, même au Sud, et même s'il n'y a pas toujours "free lunch". Quelles que soient les critiques qu'il a pu émettre contre le Plan Alcool

au Brésil, c'était un pas dans ce sens, mais la *Global Environment Facility* a mégoté pour financer son maintien quand le prix du pétrole a baissé, et maintenant il est supprimé !

Martin O'Camor présente, au nom de son collègue *Martinez Alier*, leur texte commun, mais développe la partie la moins en rapport avec le sujet.